

Dossier : Que sont les villes lecture devenues ?

PROPOSITIONS D'ACTIONS

FORMATION D'ADULTES PAS À PAS, CONVAINCRE

Anne MAUCONDUIT

Le texte d'Anne MAUCONDUIT qui relate les difficultés et les réussites de l'Atelier de Formation de Base qu'elle anime à Barentin (cf. A.L. n°16, déc.86, p.39) est intéressant pour ce qui nous occupe dans ce dossier sur les Villes-Lecture. Il montre en effet quels obstacles il convient de surmonter dès qu'une action de quelque envergure s'adresse à un public très éloigné des préoccupations des auteurs du projet et quelle énergie il faut déployer pour établir une cohérence entre les objectifs de partenaires multiples, pourtant indispensables mais inévitablement différents dans leur mode d'intervention et dans leurs préoccupations. Une telle expérience donne la mesure de l'intérêt et de la difficulté d'une politique de lecture à l'échelle d'une commune.

Favoriser l'écllosion d'une politique de la lecture dans un secteur où l'illettrisme est important et la tradition de formation d'adultes inexistante, cela peut sembler une gageure. C'est la tâche à laquelle nous nous sommes attelés depuis 1986.

GESTATION D'UN PROJET ET NAISSANCE D'UNE RÉALISATION

En vérité, nous avons eu bien des doutes: sur ce secteur de Pavilly-Barentin, à 20 km de Rouen, nous avons fait un travail de patience, nous saisissant de chaque opportunité, pour la tresser avec tous les éléments qui nous semblaient capables de sortir la lecture de l'école.

Entre nos mains se formait ainsi une œuvre toujours transformée, dont nous ne savons pas clairement quel enfant se serait. Peu à peu, par un effet dialectique, entre la réalité du terrain et la théorie AFL, notre volonté s'est précisée : l'idée à soutenir était celle qu'une formation d'adultes n'est rien ...

- si elle ne fonctionne pas dans un ensemble complexe d'initiatives,
- s'il n'y a pas autour d'elle un réseau d'organismes et de partenaires avec qui avoir une communication régulière et un échange de projets,
- s'il n'y a pas, entre cette formation et d'autres instances et d'autres lieux de formation des passerelles nombreuses,
- s'il n'y a pas "médiation", c'est-à-dire un accompagnement des adultes en formation pour emprunter ces passerelles et pour théoriser avec eux leurs apprentissages, leurs démarches, leurs reculs et leurs progrès.

ON NE FAIT PAS UNE BONNE POLITIQUE AVEC SEULEMENT DE BONNES IDÉES

Les difficultés de toutes natures, qui nous ont souvent amenés au bord du renoncement, purent être dépassées au prix d'une véritable initiation dans des domaines où nous étions assez ignorants, innocents et maladroits.

Sur le secteur nous avons dû nous dépenser sans compter pour faire (un peu !) bouger autour de nous.

À l'intérieur même du groupe AFL de Rouen, nous avons dû faire l'effort de rendre compte, de commenter, de convaincre que le "jeu en valait la chandelle" ; bref, que l'énergie était bien investie.

Nous avons ainsi vécu, pour mieux la comprendre et l'intégrer, la 3^{ème} proposition de l'AFL, qui stipule : "*Toute politique de lecture commence par la formation des formateurs*". Dans notre cas, la formation a dépassé de beaucoup le domaine de la lecture.

1^{ère} PARTIE : DES ACTIONS PONCTUELLES À L'IMPLANTATION D'UN DISPOSITIF DURABLE. L'ATELIER DE FORMATION DE BASE

Les étapes

Dans le domaine de la formation pour adultes, Barentin était, jusqu'à ces 5 dernières années, une ville sans tradition.

C'est par le canal de l'école que s'est glissé le premier germe de formation non scolaire: l'action d'un Inspecteur Départemental de l'Éducation nationale aidé par l'AFL, a permis, à travers un PAE et une semaine publique du livre pour enfants, de mettre l'accent sur la lecture.

À cette occasion, le débat s'est aventuré sur la place publique. C'était en 1985.

- Le groupe AFL de Rouen, saisissant la balle au bond, ouvrit à la rentrée suivante, un atelier d'entraînement à la lecture à destination des adultes en ayant le désir ou la nécessité professionnelle. Cet atelier, financé dans le cadre d'une convention entre Ministère de la Culture et Éducation Nationale, était donc gratuit pour ses participants.
- Forte de cette expérience, l'AFL Rouen se vit confier, par la Préfecture de Région, la création d'un Atelier de Formation de Base, (cité dans cet article sous le sigle AFB), pour le Canton de Pavilly et implanta cet AFB à Barentin. La première convention lui confiait cet atelier du 1^{er} Octobre 1986 au 3 juin 1987. Elle a toujours été renouvelée depuis.

Ainsi Barentin fut dotée d'une structure durable qui affichait 3 objectifs intéressants :

- introduire le projet dans la dynamique d'apprentissage,
- solliciter tous les partenaires sociaux,
- théoriser sur la lecture.

Il fallut prendre la mesure des obstacles et des difficultés avant de bien cerner l'enjeu et de comprendre comment ce dispositif allait permettre une modification du paysage local en matière de formation.

Les difficultés furent aussi des leviers qu'on peut ranger dans 3 grandes classes : . . .

- les inerties
- la multiplicité et la variété des tâches
- les problèmes de communication.

L'AFB

Un réseau d'ateliers de formation de base a été mis en place en Haute-Normandie, à l'initiative du GPLI. Cette action régionale est sous-tendue par les objectifs suivants :

- constituer un ensemble cohérent d'actions éducatives et de formations concertées entre plusieurs institutions, accessible aux publics sans formation ou désireux de se perfectionner.
- favoriser par ce canal l'accession aux formations qualifiantes, quelque soit l'âge, la situation d'emploi ...
- élaborer à cette occasion des itinéraires d'insertion et d'éducation.

Le public désireux d'apprendre à lire, écrire, compter, qui veut entreprendre une formation personnelle ou professionnelle (et en priorité. le public le plus démuné) est dirigé vers les AFB par :

- les services sociaux ..
- les organismes caritatifs
- les centres d'hébergement,
- les agences locales pour l'emploi
- les centres psychotechniques de l'AFPA

Inerties

La réalité ne se plie pas facilement à la volonté qui souhaite la transformer. Pire qu'une opposition qu'il faut contourner est l'Inertie, incontournable et infranchissable !

- Celle du public pressenti, la plus lourde. Nous avions beau nous être entourés d'un "groupe d'appui" constitué de services sociaux, d'organismes caritatifs, de représentants des mairies, et de l'ANPE, nos partenaires se révélèrent aussi démunis que nous pour obtenir un recrutement. L'atelier de formation était perçu par le public comme un retour à l'école, un plat réchauffé qui ne les mettait pas en appétit.
- Les employeurs ne nous aidèrent pas, ne semblant pas convaincus de la nécessité d'encourager leur petit personnel sans qualification à reprendre une formation.
- Les municipalités nous apportaient une aide matérielle, particulièrement Barentin, qui mettait à notre disposition un local, gratuitement, et les services de la bibliothèque municipale dont la bibliothécaire nous donna de nombreuses heures. Cependant les municipalités n'étaient pas forces actives du moins au début. Les choses ont beaucoup évolué depuis.
- L'ANPE elle-même était mal à l'aise pour parler de cette formation non rémunérée qui n'apporte au stagiaire aucune solution d'argent, ne présente même pas la carotte d'un brevet ou autre diplôme susceptible de flatter le désir de conformité au modèle dominant, et n'offre pas directement de perspective d'emploi à court terme.

Face à ces pesanteurs, ces silences, il fallait que nous apprenions à communiquer, à publier l'existence de l'AFB et nos objectifs. C'est alors que nous avons pris conscience de l'écart entre le discours que nous pensions émettre et celui qui était reçu par nos partenaires.

L'animatrice de la circonscription d'Action Sociale et Sanitaire et la Croix-Rouge furent les premiers partenaires qui comprirent l'intérêt d'un itinéraire de formation pour l'insertion sociale, et que l'AFB en était une pièce maîtresse. Nous avons alors signé une convention particulière avec la Croix-Rouge, qui devenait ainsi notre partenaire privilégié.

L'animatrice de circonscription fut une alliée précieuse, ainsi qu'un intermédiaire remarquable entre les institutions et les organismes.

Quelques atouts

Notre alliance avec la Croix-Rouge nous permet d'entreprendre avec chaque famille un travail patient de persuasion et de rassurance, grâce à l'équipe de travailleurs sociaux :

- nous connaissons bien ce public, pour avoir travaillé avec son homologue dans des stages "de remise à niveau" sur un secteur voisin (cf. AL n°23, sept. 88, "**C'est un honte à mon âge**" et AL n°24, déco 88, "**L'écrit derrière les yeux**")
- nous avons le bon réflexe : celui d'informer les premiers inscrits de la situation critique de l'AFB, menacé de fermeture, faute de participants. Ils deviennent alors acteurs du projet et s'engagent avec nous dans une campagne d'information en direction du public. Nous balbutions encore, et pourtant, nous voilà lancés avec nos premiers stagiaires dans un projet social dont l'orgueilleux objectif est d'agir sur son milieu socio-culturel pour l'inciter à reprendre une formation.

Variété des tâches

Nous ne sommes que 2 formatrices pour cet atelier, pour l'animer, le gérer et l'implanter dans le tissu social. Nous allons devoir travailler, dès ce moment sur tous les fronts.

- Monter une exposition et négocier son affichage dans les points stratégiques (où le public peut la voir sans se déplacer spécialement) nécessite déjà des talents variés...
- Les problèmes de l'interpartenariat exigent d'autres compétences. Ils demandent des rencontres, des ajustements, une disponibilité qui forment un ensemble lourd à porter.
- Le cadre étroit de l'AFB, sur 5 heures/semaine, et la durée individuelle de fréquentation de l'atelier par chaque stagiaire (intégré dès qu'il se présente, il peut partir pour un stage, un emploi, ou par... lassitude !) nous contraignent à une constante innovation dans notre enseignement. Il faut souvent nous repencher sur les grilles et les contenus, cerner les demandes des stagiaires et les faire coïncider avec nos objectifs. Il nous faut ajouter des démarches aux démarches pour grappiller des heures supplémentaires. Notre satisfaction est de parvenir petit à petit à une formule riche et souple, qui s'apparente à un "service de formation personnalisée" ;
- Les problèmes d'évaluation demandent plus encore, puisque les grilles et les critères qui permettraient de la mener à bien sont à inventer... par les centres et associations à qui sont

confiés les 11 AFB de la Région Haute-Normandie. Il faut encore investir ici : énergie, temps, déplacement, et réunions.

Communication

Tout cela ne peut se maîtriser qu'avec une économie farouche des dépenses d'énergie. Le zèle du départ a dû très vite faire la place à une donnée nouvelle: nous nous étions embarqués dans une aventure où la communication est essentielle.

- La communication à l'intérieur de l'AFB est la moins difficile à gérer. Cependant les tensions individuelles ou collectives sont fréquentes : il faut consacrer beaucoup de temps à en parler, à les démonter. Ce sont, sous des aspects affectifs, de vrais moments de théorisation des cheminements individuels.

- La communication avec les partenaires a connu un obstacle majeur : l'hétérogénéité des attentes quant à l'AFB, quant à la formation en général et face à la lutte contre l'illettrisme. Nos propositions ont été longtemps trop théoriques et perçues comme trop floues ou trop abstraites pour nos partenaires les moins habitués à se mêler de formation. Cette difficulté aussi a pu être transformée en point positif : il a fallu débarrasser discours et propositions de leur dogmatisme, devenir clairs et concrets pour être mobilisateurs.

- La communication publique fut un apprentissage passionnant, de tentatives plus élaborées. Nous avons tenté d'informer la presse, de "faire de la radio", de monter des campagnes ou des actions de promotion.

Obstination

En vérité, on l'aura compris, les obstacles, les épreuves, les déceptions n'ont pas manqué. La nécessaire explication au groupe de Rouen de l'état de notre entreprise, les comptes à rendre à la Préfecture, et la rage de vaincre les résistances ont obligé à une analyse sans complaisance des difficultés et des dysfonctionnements. Cette analyse a permis (souvent !) de transformer les handicaps en bons points. Les problèmes ont été les catalogues de notre développement.

2^{ème} PARTIE : MISE EN RÉSEAU DES ORGANISMES ET DES INSTANCES

Tache d'huile

La situation de l'AFB a brutalement évolué le jour où l'ANPE fut convaincue, grâce à l'intercession de l'animatrice de l'Action Sociale et Sanitaire, de la nécessité de mettre sur pied un stage "Chômeur Longue Durée" de remise à niveau. Ce type de stage a une durée limitée et il est rémunéré. Cette décision, et sa réalisation rapide permirent de faire éclater les résistances du public, de concrétiser notre volonté d'entourer l'AFB d'un ensemble d'initiatives et donna l'impulsion à la mise en réseau des organismes et des actions de formation.

- Le stage ANPE, rémunéré, est confié à l'association "Éducation et Formation" (nouveau partenaire) mais voit toute sa partie "lecture et écriture" assurée par l'AFL.

Cette coopération des 2 associations s'étend par la suite, à d'autres stages.

- D'autres coopérations, parfois plus ponctuelles, sont systématiquement tentées

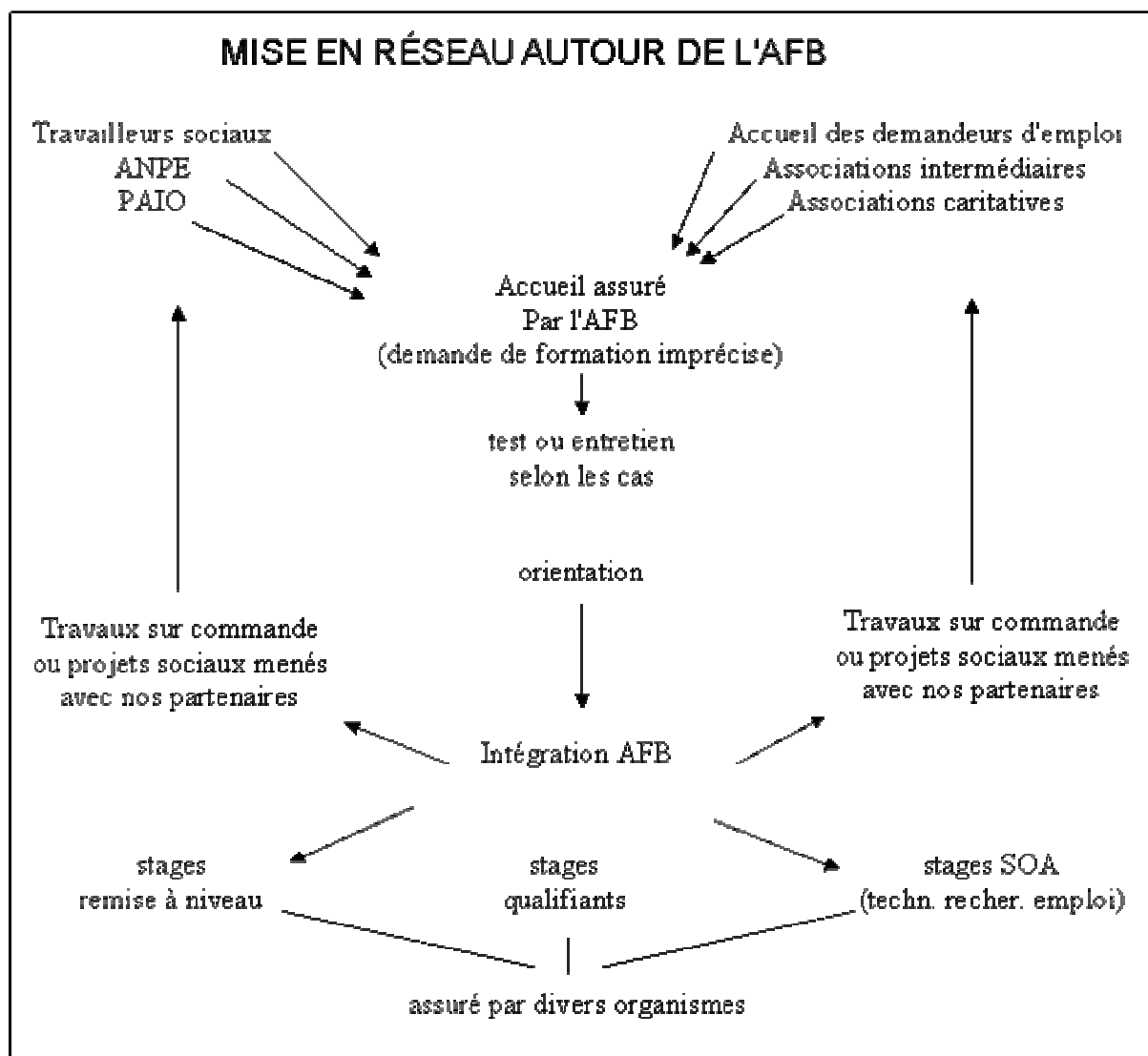
- avec le GRETA lors d'un stage PAIO (jeunes de 16 à 25 ans)

- avec la bibliothèque

- avec les assistantes maternelles pour qui les adultes de l'AFB montent une exposition sur les magazines pour les enfants.

- Un contrat moins formel s'établit enfin de façon significative avec les associations familiales, les associations caritatives, les associations intermédiaires (chargées de gérer les offres de "petits boulots" pour les demandeurs d'emploi).

- Au fur et à mesure que se développent les rencontres et que se systématisent les coopérations, se construit l'organisation que le schéma placé en encart tente de traduire.



Passerelles

De passerelles sont systématisées entre l'AFB et différentes formations de remise à niveau ou qualifiantes. Ces passerelles fonctionnent dans les deux sens : dans le premier sens, fréquenter l'atelier de Formation de base est un bonus pour obtenir un stage rémunéré. Dans l'autre sens, la participation à un stage rémunéré permet de découvrir l'AFB, si on ne le connaît pas encore, de rencontrer les formatrices AFL, de travailler avec elles.

Il est donc plus facile par la suite, de s'inscrire à l'AFB pour entretenir ou perfectionner sa formation. Après une formation qualifiante qui ne conduit pas à une embauche rapide, l'AFB joue encore un rôle de rassurance, en offrant la possibilité d'y revenir, d'y jouer un rôle valorisant de facteur dynamisant (et même de moniteur !) et d'éviter la décompensation qui suit souvent la fin d'un stage. (De même, après un contrat court, on peut revenir à l'atelier.)

Ce ne sont pas des passerelles théoriques, mais des passages commentés, accompagnés par les formateurs des stages. On peut dire, en parodiant la 5^{ème} proposition de l'AFL, qu'il serait illusoire d'imaginer qu'un adulte cesserait d'être illettré dès qu'il connaîtrait l'existence des

lieux de formation et de remise à niveau. Il faut concevoir toute formation de ce type comme une aide à l'exercice d'une liberté et marcher du même pas que ceux qu'on veut conduire.

Ces passerelles ont amélioré le statut des stagiaires de l'AFB : ils ne sont plus là sur une voie de garage. Ils y sont pour un temps, au cours d'un cheminement qui peut les conduire ailleurs. Ils conçoivent les finalités d'une formation de remise à niveau.

Projets collectifs

- l'implantation de l'AFB dans le tissu social ne pouvait pas se faire en se contentant d'une formation "entre quatre murs". La participation à des projets sociaux a été régulière depuis le début.

Créateurs, l'an dernier, d'une exposition sur les magazines pour enfants, à la demande de l'action Sanitaire et Sociale, dans le cadre de la formation des Assistantes Maternelles, nous nous sommes lancés cette année sur la création d'une plaquette d'information sur la réhabilitation d'un ensemble de logements barentinois, après une rencontre avec le Centre d'Action Sociale de la Mairie de Barentin.

- Nous travaillons aussi depuis septembre 88, sur la création d'une revue que ses caractéristiques de typographie, de lisibilité et de contenu rendraient lisible par des gens très peu lecteurs. Elle serait le lien entre tous les partenaires du réseau et un véhicule d'information et de communication. Elle serait aussi la voix capable d'exprimer les démarches personnelles et collectives, de supporter la réflexion sur le statut, d'élaborer des propositions pour agir sur l'environnement social. À mi-chemin entre "cris et écrits" (cf. A.L. n°28, déc.89, p.28) elle serait une remise en cause de l'actuel partage des pouvoirs sur la vie.

Perspectives

Actuellement, la mise en place du RMI et du Plan de Formation des Jeunes vient renforcer le rôle de l'AFB. La Préfecture propose à l'AFL de signer une convention pour un 2^{ème} AFB ouvert aux RMIstes.

Cependant l'AFL ne trouvera pas son compte dans cette réussite si Barentin et Pavilly ne s'engagent pas plus avant dans une politique globale de lecturisation.

La nouvelle Municipalité de Barentin envisage la création d'une Maison de la Formation. C'est la promesse d'une "nouvelle donne". Saurons-nous en utiliser efficacement les éléments ?

L'AFL peut, dans cette éventualité, être une force de proposition. Lui reconnaître ce droit, c'est reconnaître sa spécificité et ses compétences, c'est reconnaître le rôle que ses militants et ses formateurs ont joué sur le canton de Pavilly et sur Barentin en particulier depuis cinq années.

3^{ème} PARTIE : ÉVALUATION DE NOTRE ACTION

Tout en suivant le déroulement chronologique des événements, nous avons souligné la démarche et les méthodes utilisées et le jeu dialectique de la réflexion prise entre réalités et objectifs, entre intentions et communications.

Nous avons montré comment :

1. Le jeu social s'est trouvé modifié, par une réorganisation des organismes et des instances autour d'une action de formation, et comment, en cela, le statut des adultes formés en remise à niveau s'est trouvé amélioré.

2. L'intensité et la régularité de la fréquentation de l'AFB d'une part, et l'intensité de ce qui s'y vit, s'y apprend et s'y produit, d'autre part, passe par le relais d'un grand nombre de partenaires.

3. Les formatrices de l'AFL ont dû "aller au charbon" pour apprendre à faire, pour multiplier leur compétences, pour s'autoformer à des disciplines nouvelles pour elles.

4. La mise en réseau des équipements, des actions de formation et des services d'aide (ou de conseil) permet l'accès à la "liberté de cheminement" et à la progression personnelle dans la formation.

5. Cette liberté s'appuie sur des prises de conscience multiples, tant sur les origines et les raisons du non-savoir que sur les comportements et les manières d'apprendre.

6. On ne s'est pas contenté de faire connaître au public les formations possibles, ou d'impulser la création de nouvelles formations. Comment, au contraire, il y a accompagnement, à partir du capital de savoir de chacun, à partir de projets personnels, et construction d'un itinéraire de formation.

7. Le travail sur les projets enracinés dans le tissu social, comment les efforts pour communiquer, pour produire des objets culturels reconnus, ont été les vecteurs d'une dynamisation des adultes qui leur donne puissance et initiative pour prendre du pouvoir sur leur vie.

On l'aura compris : toute notre action fait référence aux sept propositions de l'AFL. Elles ont été le fil d'Ariane qui nous a permis de persévérer sans nous laisser détourner de nos objectifs. Il faut cependant souligner qu'elles ne sauraient servir de critères d'évaluation du résultat final. Nos objectifs ne seront pas atteints tant que le réseau ne concernera que la lutte contre l'illettrisme ou les "bas niveaux de formation", ni tant que les municipalités concernées par ces actions ne développent pas une politique de lecturisation plus générale et plus systématique. La mesure de notre réussite nous sera sans doute donnée par notre capacité à surmonter les problèmes qui sont encore posés :

- Il reste un **écart de langage** et d'objectifs entre les partenaires locaux et l'AFL. Si nous ne le réduisons pas de manière importante, le risque est grand de voir le réseau mal utilisé ou dévié de son objectif. Son évolution en vue de son intégration dans un dispositif, plus large, de lecturisation devient peu probable.

- **Les liens avec les entreprises locales** sont encore inexistants. Cela veut dire qu'elles n'ont pas conscience du problème de l'illettrisme, ou encore qu'elles ne sont pas convaincues par notre dispositif, ou bien qu'elles ne se soucient pas de mettre à la portée des "bas niveau de qualification" un outil de formation qui leur donne du pouvoir sur leur vie et qui est donc subversif ? Il importe que nous trouvions une réponse. Faute de quoi, nous ne pourrions pas nous donner les moyens de contourner la résistance des entreprises, et notre réseau restera incomplet.

- **L'intérêt du corps enseignant** se limite à la bonne volonté de quelques instituteurs et professeurs, à l'accueil des stagiaires, dans une école ou une autre pour l'utilisation d'un nanoréseau. Nous devons nous demander quels projets nous pourrions leur soumettre, quels échanges de services ou quelle participation à leurs projets nous pourrions leur suggérer. Il faut faire des propositions très concrètes et bien circonscrites dans le temps, où il ne puisse y avoir place pour des relations de type "ceux qui savent, contre ceux qui ne savent pas", afin de pouvoir être entendus par une corporation qui pense encore trop que son affaire, c'est l'apprentissage de la lecture et pas l'illettrisme.

* Il faut relancer l'intérêt et la participation des partenaires du groupe d'appui, et en particulier de ceux qui y occupent une place discrète, les inviter à faire des propositions d'actions en commun, à faire commande de travaux...

* Enfin, la grande question qui se pose à nous, formatrices AFL, est celle de l'image que l'AFL s'est faite, à Barentin et à Pavilly, à travers notre présence et notre action. N'avons-nous pas été un peu trop enfermées dans la lutte contre l'illettrisme ? Le raccourci est tentant pour certains partenaires. Nous ressentons le besoin de sortir de la case "illettrisme" et de l'étiquette "formation de bas niveaux" et de développer des actions de formation de formateurs qui correspondent mieux à la vocation de l'AFL.

Plusieurs "temps" de formation nous ont été demandés. Nous y avons toujours répondu. Saurons-nous maintenant négocier des formations plus complètes et plus porteuses ? Le décor est planté pour un deuxième acte.

Anne MAUCONDUIT

RÉFÉRENCES :

Nous avons beaucoup réfléchi à notre action en lisant les articles des Actes de Lecture. Nous en remercions les auteurs. Puissent-ils trouver dans mon article une sorte de réponse à leur message, l'ébauche d'un dialogue, parce qu'ils me semblent dans la même problématique que celle que je me suis efforcée ici d'analyser.

- AL n°8 : "**7 propositions**", Jean FOUCAMBERT

- AL n°16 : "**L'Atelier de Formation de base**", G.L. de Rouen
"**Politique de Lecturisation**", A. et J.L. BAROUIN

- AL n°23 : "**C'est une honte à mon âge**", Anne MAUCONDUIT

- AL n°24 : "**La BCD est morte, vivent les BCD**", Max BUTLEN

"**L'écrit derrière les yeux**", F. Hébert

"**Qui reconnaître au collégien son statut social ?**", Michel PLÉE

"**Opération Lecture**", EBERSOHL, JAHN et VAL

"**Le concept de BCD**", Michel VIOLET

- AL n°25 : "**L'Interpartenariat à l'épreuve**", Anne MAHÉ

- AL n°28 : "**Le Droit de Lire**"